



Collaborer entre chercheurs et acteurs de terrain?

*Réflexions, points d'attention et questions à se
poser pour une collaboration fructueuse*





Periferia aisbl

Rue de la Colonne, 1
1080 Bruxelles

contact@periferia.be

+32 (0) 2 544 07 93

www.periferia.be

Rédaction et conception graphique : Periferia aisbl

Edition 2014

Toute reproduction autorisée et encouragée sous réserve de citer la source

Illustration de couverture : Arnaud Bilande

INTRODUCTION

Le champ de l'éducation permanente, et plus particulièrement les dispositifs de participation, suscitent l'intérêt de nombreux chercheurs en sciences sociales. Les collaborations entre associations et chercheurs sont souvent riches en enseignements pour les deux parties : les acteurs de terrain y trouvent un moyen d'avoir un regard extérieur et d'obtenir des données – quantitatives et qualitatives – sur leur travail, tandis que les chercheurs ont facilement accès à des terrains d'observation, des contacts privilégiés ou encore des informations utiles. Pourtant, ces échanges et collaborations posent également de nombreuses questions et sont parfois sources de malentendus, d'incompréhensions, voire de tensions...

En effet, il n'est pas toujours évident d'intégrer un chercheur extérieur dans des dynamiques collectives - parfois fragiles - ou d'arriver à mettre sur pied un véritable échange « horizontal » dans lequel chacun trouve sa place et son compte.

Cette publication s'appuie d'ailleurs sur une expérience entre deux chercheuses et notre association dans le cadre d'un processus de participation mené à Bruxelles autour du projet de quartier durable Tivoli. Confrontés à des difficultés et des tensions, nous avons souhaité, ensemble, prendre le recul nécessaire pour comprendre ce qui avait pu « coïncider », identifier les raisons et les éléments qui avaient posé problème à chacun afin d'énoncer des pistes pour faciliter ce type de collaboration.¹

1/ Les échanges qui ont permis d'alimenter cette publication sont consécutifs à un appel à communication du GIS « Démocratie et Participation » dans le cadre du colloque international « Chercheur.es et acteur.es de la participation : Liaisons dangereuses et relations fructueuses » organisé à Paris les 29 et 30 janvier 2015. Différents passages de la communication sont repris intégralement dans le texte. Cette communication fera l'objet d'un article qui paraîtra bientôt.

Si nous pensons qu'il est utile - voire essentiel - que le monde de la recherche et les acteurs de terrain se parlent et travaillent davantage ensemble, nous pensons également qu'il est nécessaire d'oser se saisir de certaines questions et mettre en débat les positions, les formes et logiques d'action de chacun et peut-être créer de nouvelles manières de collaborer pour atténuer le fossé qui existe encore entre ceux qui « font » et ceux qui « pensent ». Bien que caricaturale, cette vision reste cependant le reflet d'une certaine réalité qui rend difficile une bonne circulation des savoirs et des expériences.

Les domaines de la participation, de l'action communautaire ou encore de l'éducation permanente constituent des opportunités pour mettre en débat des pratiques, avoir un regard réflexif sur ses actions, amener de nouvelles pistes de réflexion, mais aussi questionner la recherche, veiller à l'impliquer autrement dans les pratiques de terrain et construire des analyses croisées dans le respect de chacun.

Comment faire en sorte que le travail des chercheurs puisse aider les acteurs de terrain dans leurs pratiques et, qu'inversement, les acteurs de terrain voient un intérêt à s'appuyer sur des chercheurs? Il s'agit par ce biais de faire évoluer la notion même de recherche.

Quels types de collaboration est-il possible d'envisager ?

À quoi faut-il être attentif lorsqu'on se lance dans une collaboration ?

Quelles sont les questions que cela pose en termes d'engagement, de positionnement des uns et des autres ?

Permettent-elles d'élaborer de nouveaux savoirs, de nouvelles connaissances ?

Comment faire pour que les savoirs et connaissances produits par la recherche soient (ré)appropriés par les acteurs de terrain et qu'ils puissent être réellement utiles ?

Chercheurs et des acteurs de terrains: des réalités différentes mais pas si éloignées

Le monde de la recherche recouvre lui-même des réalités variées : professeurs, doctorants, étudiants... certains sont financés par des bourses, des institutions publiques ou privées. Tout cela influe sur la manière dont la recherche sera menée et donc aussi sur la relation avec les acteurs impliqués.

Dans le cadre de ce document, nous avons décidé de nous limiter au monde de la recherche universitaire et ses formes les plus courantes en Belgique (doctorat, recherche FNRS...). Enfin, notre regard portera davantage sur la recherche en sciences sociales (sociologie, sciences politiques, anthropologie, histoire...) qu'en sciences dites « dures ».

D'un autre côté, le monde associatif et militant est aussi très diversifié : que ce soit par ses modes de financement, sa taille, son fonctionnement, sa relative (in)dépendance vis-à-vis du politique... Tous ces éléments ont évidemment une influence sur son positionnement par rapport aux chercheurs, sur sa capacité à intégrer la critique...

Et puis, il ne s'agit pas de mondes hermétiques. Des chercheurs travaillent également pour le compte d'associations ou y sont impliqués en tant que militants. Inversement, des travailleurs de terrain peuvent être également enseignants ou impliqués dans des programmes de recherche.

Peu de collaborations horizontales

Une recherche implique généralement l'accord des personnes impliquées, que ce soit par le biais d'interviews, d'observations de terrain, d'échanges informels... Mais il est rare d'associer les personnes concernées ou les partenaires à la conception de la recherche (méthodologie), au processus d'écriture et à l'analyse des données observées, ou encore à l'étape de diffusion des résultats. Le travail d'écriture et la dif-

fusion des résultats de la recherche sont souvent déconnectés du travail d'observation et se font souvent plusieurs mois après les observations de terrain, ce qui complique généralement les échanges avec les personnes. Face aux résultats, ces dernières peuvent alors parfois être surprises par l'analyse qui a été faite, voire se sentir instrumentalisées.

Les moments d'échange et de confrontation entre les «observés» et le(s) observateur(s) sont relativement rares, pour ne pas dire inexistant dans la plupart des cas. Pourtant, la publicisation des résultats d'une recherche et ses impacts sont importants, d'autant que les chercheurs jouissent parfois d'une large écoute et d'une certaine crédibilité auprès des médias, d'instances publiques et politiques (par ailleurs bailleurs de fonds potentiels).

MAIS D'ABORD, POURQUOI VOULOIR COLLABORER ?

« Par souci de légitimation de nos actions ? »

« Parce qu'on veut avoir un regard réflexif sur nos pratiques ? »

« Pour garantir le sérieux de la démarche ? »

« Pour sortir d'une situation bloquée, d'une impasse, résoudre un problème... ? »

Parfois, par simple opportunité, parfois stimulées par un intérêt précis, les raisons qui poussent à développer une collaboration avec des chercheurs sont toujours multiples et variées...

Les collaborations entre chercheurs et associations existent depuis longtemps (notamment, Saul Alinsky dans les années 1950 ou Paulo Freire dans les années 60 au Brésil). Elles ont pris des formes et recouvert des objectifs très variés, allant d'un simple échange jusqu'à, parfois, l'engagement complet des chercheurs pour une cause militante.

Favoriser l'échange d'expertise : l'expérience du groupe « Quartiers Durables »

En mai 2011, Periferia s'est vu confier la mise en œuvre d'une démarche de participation par citydev.brussels (ex-SDRB) - en charge du développement urbanistique de la Région de Bruxelles-Capitale - dans le cadre de la construction du quartier durable « Tivoli » à Laeken, à deux pas de Tour&Taxis. Parallèlement à cela, des chercheurs, principalement en sociologie, en sciences politiques, en architecture et urbanisme, ont souhaité étudier ce premier projet de quartier durable à Bruxelles et analyser in vivo les mutations urbaines qui s'y opéraient et les trans-

formations de l'action publique qu'il révélait. Il s'agissait aussi pour ces chercheurs d'appréhender de manière critique les effets de la participation et son intégration dans un projet tel que Tivoli. L'intérêt des uns et des autres pour Tivoli a favorisé, en février 2012, la naissance du groupe « Quartier durable », réunissant à la fois des chercheurs universitaires des Facultés Saint-Louis, de l'ULB/La Cambre-Horta et des travailleurs du monde associatif.

Son objectif initial est de favoriser l'échange d'expertises entre chercheurs et acteurs associatifs et de créer un espace de réflexion pour questionner, à partir de plusieurs disciplines et logiques d'action, la notion de « durabilité » à l'échelle d'un quartier. Il s'agissait donc de comprendre et appréhender la fabrique d'un quartier durable et ses effets tant sur l'action publique, la participation que sur le projet de ville et les formes urbaines qui s'y déploient.

Des formes variées

En un peu plus d'un an d'existence, plus d'une dizaine de rencontres ont eu lieu, principalement sous forme de séminaires où tantôt les membres du groupe, tantôt des invités extérieurs (chercheurs, urbanistes, acteurs institutionnels...) présentaient leurs expertises sur la participation, l'appropriation, l'habitat alternatif, les architectures « durables »... Des moments réflexifs ont aussi été imaginés. Ils ont permis de mettre en débat les savoirs acquis, leur pertinence et leur effectivité tant pour le groupe en tant qu'acteur collectif, que pour ses membres dans leurs champs professionnels respectifs.

Une visite d'un autre projet de quartier durable, à Roubaix, a également été organisée ainsi qu'une visite du quartier Marie-Christine (Laeken, Bruxelles) et du futur site qui accueillera le quartier durable Tivoli. Enfin, deux journées d'étude² organisées à Bruxelles les 8 et 9 octobre

² «Quartier(s) durable(s): une nouvelle manière de faire la ville ? Arrêt sur image : le cas Tivoli organisé par les Facultés Saint-Louis et l'association Periferia

2014 et réunissant acteurs de terrain, institutions et chercheurs ont été l'occasion de mettre en débat les premiers constats.

Un espace de liberté

L'initiative de monter ce groupe a émergé d'une envie partagée (et non d'une obligation) de se « mettre ensemble ». Cette collaboration repose avant tout sur des motivations et intérêts différents, mais complémentaires et non sur des obligations de résultat. Cette liberté d'action était aussi liée au fait que le groupe fonctionnait sans aucun financement... Ce qui, à un certain moment, a aussi été un frein à l'engagement à plus long terme ou à la disponibilité de certains acteurs, et tout particulièrement les acteurs de terrain.

Visite du quartier Marie-Christine dans le cadre de la journée d'étude « Quartier(s) durable(s): une nouvelle manière de faire la ville? »



Quoi qu'il en soit, cet espace a été, pour Periferia, l'occasion:

- **d'avoir une réflexion plus globale sur des questions qui dépassent les enjeux et le contexte local du quartier ;**
- **de sortir de la logique de projet dans laquelle beaucoup d'acteurs de terrain se trouvent coincés.**



QUI OBSERVE QUI, QUOI, COMMENT ?

« (...) un « observé » se sachant l'être, un « observateur » sachant qu'il observe un allié partenaire, un « observé » désireux d'une posture plus engagée de la part d'un chercheur-observateur parfois réticent à l'adopter. (...) il s'agit d'interroger les effets de la proximité du chercheur avec d'autres acteurs qui, a priori, poursuivent d'autres objectifs, les alliances, mais aussi les malentendus qu'elle crée (Fassin, Bensa, 2008). Plus spécifiquement, il s'agit de questionner à la fois les effets des rapprochements des chercheurs et des acteurs associatifs sur la posture critique des premiers à l'égard de la participation quand celle-ci est mise en œuvre par les seconds et sur l'engagement des uns et des autres »³

Dans le processus que Periferia a vécu, plusieurs questionnements sont apparus en cours de démarche, voire après. Nous retraçons ici plusieurs aspects qui nous semblent cruciaux dans ce qui fonde le positionnement de la recherche au sein d'un espace de participation, dans ce cas dans un quartier. Nous les présentons néanmoins en nous distançant de la réalité de notre terrain, afin de faciliter leur application à d'autres contextes.

3/ A. Bilande, C. Dal, C. Schaut, "Le groupe « Quartier Durable » : un travail à plusieurs voi(es)x », in Actes en ligne, GIS, à paraître, p. 5.

Être observé

En tant qu'animateur, participant, formateur ou apprenant, se savoir observé n'est pas toujours agréable à vivre, et ce, même lorsque les choses semblent claires et transparentes.

Lorsque la recherche porte sur des dynamiques de groupe « complexes » ou « fragiles », il n'est pas évident d'intégrer une personne extérieure et faire en sorte que cela n'affecte les échanges, la confiance... Cela peut être le cas dans des espaces de participation où le dialogue entre des citoyens, des pouvoirs publics, des associations... est déjà difficile à construire en soi. Devoir y intégrer en outre une composante de recherche qui analyse aussi les relations entre les acteurs n'est pas nécessairement confortable.

À l'inverse, pour un observateur, il n'est pas forcément aisé de trouver sa place étant donné qu'il n'est jamais complètement extérieur. Difficile en effet – voire impossible - de rester complètement en dehors d'une situation lorsqu'on observe, même sans y intervenir directement. Est-ce d'ailleurs souhaitable?

L'observateur a toujours une influence sur le groupe, qu'on le veuille ou non, de par sa simple présence, sa posture, son silence. Une attitude trop en retrait ou trop visible peut amener une gêne chez certaines personnes, devenir source d'inquiétude et de questionnements.

Qu'est-ce qu'il observe exactement?

Ai-je dit une chose que je n'aurais pas dû dire ?

Est-ce que ce que j'ai dit sera transmis avec justesse ?

Est-ce que mon propos ne risque pas d'être détourné, déformé ?

Lors des premiers contacts, on observe généralement que chercheurs et acteurs du monde associatif se retrouvent facilement sur la même « longueur d'onde ». Les échanges se font assez aisément et une certaine proximité s'installe. Ensuite, une fois la démarche engagée sur le terrain, l'enthousiasme initial peut vite changer lorsque chacun prend son rôle : l'association reste responsable de la démarche de terrain et le chercheur doit observer et essayer de comprendre. Ce qui a pour conséquence de potentiels malentendus : l'association peut ne pas de retrouver dans les premiers écrits rédigés par les chercheurs, voire ne pas les accepter et rentrer en opposition.

Observation participante?

Pour l'association, il est important que le chercheur, qui est impliqué sur le terrain, ne soit pas dans une position complètement extérieure et que, même s'il a un rôle tout à fait différent des membres de l'équipe de par la nature de son travail, il prenne part au dispositif mis en place d'une manière ou d'une autre. Cela permet d'éviter le côté trop distant et parfois gênant qu'on peut retrouver lorsqu'une personne « observe ». Cependant, les attentes et la perception de chacun peuvent être très différentes : une même attitude sera vue par l'un comme très participante et par l'autre comme trop passive, pas assez engageante.

« L'observation participante implique de la part du chercheur une immersion totale dans son terrain, pour tenter d'en saisir toutes les subtilités, au risque de manquer de recul et de perdre en objectivité. L'avantage est cependant clair en termes de production de données : cette méthode permet de vivre la réalité des sujets observés et de pouvoir comprendre certains mécanismes difficilement décriptables pour quiconque demeure en situation d'extériorité⁴. »

⁴ SOULÉ / Observation participante ou participation observante? RECHERCHES QUALITATIVES – Vol. 27(1), 2007, pp. 127-140.

Vous observez quoi au juste ?

Une première tension est apparue lorsque Periferia a pris connaissance d'un compte rendu écrit par l'une des chercheuses. Celui-ci reprenait une série d'observations assez précises ainsi que des premiers éléments d'analyse qui ne correspondaient pas à l'objet de la recherche. Outre le fait que nous n'étions pas d'accord avec certains éléments énoncés, nous avons été surpris par l'approche : pour nous, il n'était pas clair que la chercheuse porterait son observation sur les rencontres participatives avec un angle ethnographique, analysant les prises de parole, le ton utilisé, la disposition de la salle, les personnes, les échanges plus informels... renforçant par là l'impression d'avoir été épiés.

De plus, le choix de la méthodologie nous posait question : pourquoi ce choix de l'observation ethnographique pour une recherche qui vise, avant tout, des aspects « macro » ? Que deviennent les analyses qui sont faites et qui semblent se concentrer sur certains aspects très précis ? Enfin, nous avons le sentiment d'avoir été « trompés ». La méthodologie de recherche ne fait pas souvent l'objet d'une discussion entre les acteurs de terrain et le monde académique ; les chercheurs estimant qu'il s'agit de leur domaine de compétences. Or celle-ci induit énormément de choses, tant au niveau du processus que des résultats, et mériterait peut-être davantage d'échanges.¹

¹ A. Bilande, C. Dal, C. Schaut, *ibid.*

Cette tension entre la nécessité pour l'observateur d'avoir des moments de recul, et de l'autre d'être suffisamment impliqué pour se trouver au plus près des processus et éviter une distanciation trop importante, est permanente et fait partie intégrante de ce qu'on appelle l'observation « participante » ou plutôt, les observations participantes.

« Selon Platt (1983), c'est vers la fin des années 1930 que l'expression « observation participante » semble faire son entrée dans son acception actuelle, en tant que technique de recherche dans laquelle le sociologue observe une collectivité sociale dont il est lui-même membre. Le chercheur se fait dès lors l'étudiant d'acteurs sociaux, par l'entremise d'une interaction de longue durée avec eux (De Sardan, 2001). Au regard de la diversité des formes d'observation participante concrètement mises en œuvre, parler d'acception de ce terme au singulier paraît quelque peu réducteur. » (...)

« Cependant, dans son acception la plus large, le terme d'observation participante décrit une forme d'observation lors de laquelle le chercheur " annonce la couleur ". Il est alors connu en tant qu'observateur extérieur, de la part des membres de la collectivité au sein de laquelle il évolue : le risque sous-jacent est de générer des changements artificiels de comportement ; un avantage non négligeable est de ne pas soulever de problèmes d'ordre éthique, du fait de la décision de « jouer cartes sur table⁴ ».

Cette notion d'observation participante laisse apparaître plusieurs enjeux de la relation entre chercheurs et acteurs de terrain. Elle montre une évolution significative par rapport au sens habituel des termes « observation » et « participante » pris séparément. Le fait de les considérer ensemble amène un changement de vision des rôles et montre combien la position du chercheur peut être variée et que c'est dans le dialogue avec les acteurs de terrain qu'il est important de la définir pour ne pas générer de malentendus.

Le passage par les mots, source de maux

« Un point d'achoppement a été l'écriture d'une note commune en vue d'une journée d'étude visant à présenter les premiers éléments de réflexion et mettre en débat des constats partagés. Premièrement, cette note était jugée trop critique et négative par Periferia. Elle ne soulignait pas suffisamment les points positifs et encourageants de la démarche et se focalisait davantage sur les « dysfonctionnements ».5

Si certains désaccords existent, l'écriture aura sans doute pour effet de les faire ressortir davantage. Il n'est plus question de tourner autour du pot, les mots précisent la pensée et figent les idées. Le choix des mots et la difficulté de trouver le ton « juste » constituent donc un vrai défi.

Pour des chercheurs habitués à mobiliser un vocabulaire précis et détaillé – parfois complexe –, il n'est pas forcément évident de rédiger une note avec un acteur de terrain, moins rompu au vocabulaire académique. Par exemple, parler de la « labilité des habitants » pour souligner que les participants n'étaient pas toujours les mêmes. Parfois, certains termes utilisés ne conviennent pas à l'association car ils font référence à des notions dans lesquelles elle ne se retrouve pas. Par exemple, les chercheurs évoquent les « experts » et les « profanes », ce qui génère un grand écart dans un espace qui ne cherche pas à privilégier un statut ou un avis.

Les chercheurs ont avec eux la force de l'écrit car c'est leur quotidien. Si cela permet de saisir et pointer des éléments pour lesquels on ne trouve pas toujours les mots, ceux-ci peuvent aussi coïncider dans la mesure où ils enferment et catégorisent. Le passage à l'écrit devient alors source de tension, tant il faut s'accorder sur quantité de mots.

5 A. Bilande, C. Dal, C. Schaut, "Le groupe « Quartier Durable » : un travail à plusieurs voi(es)x », in Actes en ligne, GIS, à paraître, p. 5.

Pour autant, collaborer sur l'écriture n'est pas impossible. Cela demande de définir la manière de faire : comment allons-nous procéder ensemble ? Qui rédige en premier et sur base de quels éléments ? Quel temps se donne-t-on pour traiter les points de désaccord et réécrire certains passages ?

La note doit aussi pouvoir mettre en évidence les points de convergence positifs sans pour autant ne présenter que cet aspect. Tendre vers un consensus qui ne satisfait personne et gomme toutes les disparités, c'est frustrant pour tout le monde. Ainsi, dans la note pour le colloque, nous avons pris le parti d'assumer des positions ou de nuancer certains éléments avancés par la chercheuse plutôt que d'essayer de trouver une formule qui n'arrangeait personne.

UNE POSITION PARFOIS TRÈS – TROP ? – CRITIQUE

« Pour la dynamique de cette journée d'étude, Periferia voulait permettre un débat constructif et dans ce sens, il lui semblait essentiel de donner un point de vue nuancé permettant des échanges avec l'ensemble des acteurs, y compris le commanditaire. Le ton employé par les chercheurs était très critique et inacceptable vis-à-vis du commanditaire de la démarche de participation qui avait montré une volonté de s'ouvrir à l'avis des habitants. »

A l'image du verre à moitié vide ou à moitié rempli selon le point de vue de celui qui l'observe, l'analyse d'une même situation pourra être vue de façon très contrastée.

A travers les échanges et discussions, les acteurs de terrain ont régulièrement le sentiment que les chercheurs ont tendance à pointer davantage les dysfonctionnements, éléments négatifs ou obstacles rencontrés tandis que les associations tendent à souligner les avancées, les éléments plus positifs et ce qui fonctionne pour montrer le chemin parcouru.

D'une manière plus générale, lorsqu'on regarde la littérature et les écrits produits sur les questions de participation, on est parfois interpellé par le déséquilibre entre les critiques - justifiées ou non - et les éléments positifs. Une question de point de vue bien sûr, mais qui donne l'impression que rien n'avance et que peu de choses fonctionnent réellement...

Même si la critique est indispensable pour avancer, il est tout aussi nécessaire, voire même vital dans certains cas de pouvoir pointer les côtés créatifs, spécifiques, positifs... de ces situations. Cette attention à ne pas tomber dans une vision trop négative peut être vue comme

un manque de discernement, voire une autocensure visant à cacher des dysfonctionnements ou des aspects qui auraient un impact négatif sur l'association. Quoi qu'il en soit, cette question dépendra du point de vue et de la sensibilité de chacun (y compris au sein de la structure associative). Certains verront, dans une analyse, des éléments de jugement et des aspects qu'il estimera plus ou moins critiques en fonction de la position qu'ils occupent, du contexte ou du regard qu'ils portent tout simplement sur le processus en cours.

Qui a le dernier mot ?

Si le point de départ de l'association n'est pas de voir le chercheur uniquement comme un observateur, mais plutôt comme un acteur plus extérieur qui amène d'autres références à la réflexion, la pratique montre qu'on en arrive vite à un processus d'observation par les chercheurs.

« Il ne s'agit pas d'être « complaisant » avec les acteurs ou de censurer certaines parties du travail pour éviter de déplaire aux sujets entrant dans l'analyse, mais de leur tendre humblement un « miroir » qui nous semble être le plus juste par rapport à ce que nous avons pu observer. »

On peut se poser la question de savoir quand et comment celui qui est observé peut – ou pas – réagir à ce qu'un chercheur dit de lui. Qu'il s'agisse de l'habitant dans une assemblée de quartier, d'un animateur ou d'un représentant d'une institution... Comment ne pas donner à la parole du chercheur un caractère de jugement mais arriver plutôt à la considérer comme un apport qui aide à aller plus loin ? Comment faire en sorte que les « observés » n'aient pas le sentiment que leur parole puissent être transformée, mal interprétée ou instrumentalisée, même lorsque le chercheur vise à être le plus objectif possible. En effet, bien que la posture scientifique impose de tendre vers la plus grande objectivité, les sciences sociales reposent avant tout sur des interprétations et assument pour la plupart une certaine subjectivité. Cette dernière

est par ailleurs (et paradoxalement) le gage d'une meilleure transparence, puisqu'elle fait le pari d'ouvrir la recherche au débat.

Dès lors, comment faire valoir un point de vue différent ? Surtout si celui-ci vient nuancer ou contredire des éléments avancés par les chercheurs, sans donner l'impression que l'association veut se protéger de la critique, défendre un partenaire ou censurer des éléments qui mettraient à mal son travail, ses financements. Elle peut être perçue comme étant trop complaisante ou trop susceptible par rapport à des points de vue avancés par les chercheurs.

L'expérience du groupe « Quartiers durables » montre en tout cas qu'il est possible de créer des espaces pour dialoguer, débattre, co-construire du savoir à partir d'une expérience partagée mais que cela demande un investissement en temps pour bien se comprendre et une réelle capacité à se remettre en question de part et d'autre.

Le chercheur serait-il plus légitime?

De par son approche scientifique et rigoureuse, le chercheur est souvent perçu comme plus légitime pour parler d'un processus ou d'une expérience qu'il a observés, plutôt qu'un acteur de terrain. Il suffit de regarder la liste des intervenants dans les colloques consacrés à la participation, à l'urbanisme, ou dans le domaine du social pour s'en rendre compte : la voix des acteurs de terrain est souvent minoritaire et relayée au statut de témoignage, d'une expression libre.

Ce qui, par moment, donne l'impression que « sa » parole est davantage valorisée et prise en compte dans les débats qu'une parole d'un travailleur de terrain, un habitant... D'autant que les chercheurs ont accès à des espaces et à une visibilité qu'un acteur de terrain n'a pas toujours.

A travers le dialogue et des espaces comme le groupe «quartiers durables», on permet le croisement des points de vue et surtout

les conditions pour qu'un débat ait lieu. La parole du chercheur est confrontée avec d'autres réalités, d'autres expériences qui peuvent nuancer et enrichir les propos.

Des savoirs pour quoi faire ?

Si les savoirs produits par la recherche sont certainement utiles, ils ne profitent que très peu aux acteurs de terrain, tant les cloisons sont étanches entre les mondes de la recherche et de la société civile. Les publications restent confinées aux experts, les résultats débattus entre « pairs » et les espaces de confrontation entre « savoirs experts » et « savoirs de terrain » très limités. Lorsque les chercheurs sont invités à s'exprimer dans des colloques ouverts au grand public, le dialogue n'est pas des plus évidents tant les références, logiques, vocabulaires sont différents.

Il existe donc un véritable enjeu autour des savoirs produits par la recherche pour les rendre davantage accessibles au grand public et tout particulièrement aux acteurs qui travaillent sur les mêmes questions et enjeux.

Au delà de l'utilité que peuvent avoir des données, analyses, résultats pour un acteur, comment faire de ce croisement entre la recherche et le terrain un espace « d'avancées démocratiques » ?

Faut-il que les chercheurs soient des « têtes chercheuses » qui aident à trouver les raisons et/ou le sens d'un échec ? Au risque de devenir des consultants ?

Assurément les universités ont toujours joué un rôle important dans la société et continuent d'être des espaces critiques extrêmement utiles pour faire avancer les débats, comprendre les enjeux et problématiques et trouver des pistes de solutions face aux défis. Mais de plus en plus, on a vu ce rôle s'atténuer pour se mettre davantage au service des entreprises et du marché. Certains chercheurs sont financés

et employés par des entreprises pour produire des résultats orientés, limitant ainsi leur capacité critique.

Entre une recherche déconnectée des enjeux de terrain et une recherche uniquement au service des acteurs, une troisième voie doit pouvoir exister et commence à faire son chemin... Celle d'une « vraie » collaboration qui garantisse à chacun son indépendance tout en servant leurs intérêts sans déforcer l'un ou l'autre. C'est cette voie que nous avons essayé de tracer à travers cette expérience du groupe « Quartiers Durables » et que d'autres avant nous ont souhaité développer. Nous pensons en tout cas qu'il est urgent de recréer de véritables partenariats entre les sphères de la recherche et de la société civile si on veut faire avancer notre système social et la société dans son ensemble.

L'approche ethnographique

Cefaï Daniel et al., « Ethnographies de la participation », *Participations*, 2012/3 N° 4, p. 7-48

« Si, en France, l'étude des phénomènes participatifs est avant tout « qualitative », elle est rarement à proprement parler ethnographique. Les recherches reposent souvent sur un travail de terrain, avec immersion au sein du milieu étudié, mais elles recourent en premier lieu à des entretiens, donc à des matériaux d'ordre déclaratif, hors contexte et ne proposent que peu de descriptions et d'analyses de situations (Cefaï, 2010). Au-delà du cas français, assez spécifique, l'approche ethnographique taille son territoire en contrepoint des perspectives quantitatives, dominantes aujourd'hui, ou expérimentales, qui testent les effets de la délibération soit dans des dispositifs hors-sol (Fishkin...), soit dans des laboratoires de sciences sociales (Mutz, Gastil, Rosenberg ou Neblo...). Tout l'enjeu d'une ethnographie de la participation est alors de l'étudier telle qu'elle se fait, et non telle qu'elle devrait être, sur « site naturel », et pas simplement en situation d'expérimentation ou de sondage. »

« L'une des plus-values de l'ethnographie du politique est son attachement à l'observation in situ et à la description dense pour faire émerger une compréhension inédite de situations concrètes et produire de nouvelles catégories et propositions théoriques. »

« La posture ethnographique permet alors d'éviter le double écueil des études sur la participation : celui de la dénonciation pure et simple de ce qui apparaît comme une énième technique de gouvernement ou stratégie de domination, celui de l'apologie d'une forme d'implication des citoyens aux affaires publiques, tenue pour bonne pour l'amélioration de la démocratie. »

QUELQUES POINTS D'ATTENTION

Persuadés de l'importance des regards croisés, ces réflexions nous amènent à souligner différents points destinés à encourager des collaborations entre acteurs de terrain et les chercheurs.

Etablir un principe de confiance réciproque

On l'a vu dans l'expérience du groupe « Quartiers durables », la confiance est un élément clé pour travailler ensemble. Une collaboration ne peut s'imposer, elle doit se construire sur base d'éléments solides et partagés. Cela pose aussi la question de ce qui, parmi les résultats de la recherche, peut ou non être diffusé dans « l'espace public ». A contrario à travers les échanges, on peut être amené à partager des jugements, du contenu, des éléments qu'on ne souhaite pas forcément voir divulgués dans un rapport, une thèse. D'autres alternatives peuvent également être envisagées comme l'anonymat.

Définir un cadre et partager la méthode de recherche et de travail

Comme on a pu le voir, l'approche choisie et la méthodologie de travail ont des impacts qui peuvent être plus ou moins importants et mener à des incompréhensions, voire des tensions entre les acteurs de terrains et les chercheurs... Pouvoir s'entendre sur la manière dont va être menée l'observation et ce sur quoi elle va porter peut faciliter les choses par la suite. Ou du moins, éviter certains écueils et problèmes, sans pour autant tout régler. Concrètement, cela peut se traduire par un temps d'échange sur la méthodologie : Pourquoi celle-là plutôt qu'une autre ? Dans quel but ? Qu'est-ce que cela veut dire pratiquement ? Qu'est-ce que cela signifie pour les « observés » ? Puis, sur la

base de ces échanges, par la possibilité d'ajuster la méthode en veillant à ce qu'elle soit comprise par tous. Et en même temps, cela nécessite d'accepter qu'il restera toujours des zones d'ombre et que les choses peuvent évoluer au fur et à mesure du processus.

Créer des espaces pour en parler tout au long de la démarche

Cela demande donc aussi d'accepter qu'il y ait des « frottements », qui ne sont pas forcément des problèmes et qui font aussi partie du processus. Ils sont eux-mêmes intéressants et révélateurs de logiques différentes qu'il convient d'appréhender sans pour autant rentrer directement en conflit. Les non-dits, les silences permettent d'avancer jusqu'à un certain point. D'où l'importance de créer, dès le début et sans attendre la rupture, des espaces pour discuter tout au long de la démarche. Il existe une sorte de nécessité de s'entendre sur les malentendus, les non-entendus et les désaccords et sur le mode de fonctionnement si on veut éviter d'aller vers une rupture.

Se mettre d'accord sur les produits de la recherche et sur leurs auteurs

Etant donné qu'une recherche se matérialise généralement par une production écrite, il semble important, lors de la définition initiale de la démarche, de se mettre d'accord sur ce que va générer la recherche : un rapport destiné à qui ? une note interne pour alimenter la réflexion du groupe ? une étude publiée ? une thèse de doctorat ? ...

Au-delà du type de produit final, un aspect crucial est de préciser les étapes de la production : qui rédige ? qui relit ? Les acteurs du processus pourront-ils exprimer leur point de vue avant publication ? Comment sera-t-il pris en compte ?

Ensuite, en cas de désaccord (par exemple, sur une différence de perception entre « observés » et « observateurs »), comment procède-t-on ? existe-t-il la possibilité de produire un document où on souligne les points de désaccords en donnant le point de vue de chacun ?

De toute façon, il est primordial de bien préciser qui est l'auteur du document produit, si les acteurs impliqués dans le processus ont eu ou non la possibilité de réagir à la recherche, etc. C'est une question de transparence, voire d'éthique, en termes de production de connaissances.

Trouver des modes de diffusion qui permettent une réappropriation par le plus grand nombre

On sait bien qu'il est difficile, voire même impossible de savoir à l'avance quels vont être les résultats d'une recherche (c'est par définition le sens d'une recherche) et donc leur diffusion. Par contre, une fois le travail de collecte et les premiers éléments d'analyse réalisés, il est tout à fait possible de réfléchir collectivement aux différentes formes que prendront les résultats et l'implication que chacun pourra y mettre.

Généralement, ce travail incombe au chercheur et les résultats restent confinés à un public académique sous la forme de revues, papiers dans le cadre d'un colloque réunissant d'autres chercheurs, articles sur des sites spécialisés... Plus rarement lors dans des espaces «grands publics». Pourquoi ne pas le penser collectivement et imaginer des modes de publicité à destination d'une plus large audience, en parallèle des publications plus scientifiques ?

POUR CONCLURE

Nous avons choisi de reprendre une série de questions qui peuvent aider à orienter une collaboration.

Autour du sens

- Pourquoi vouloir collaborer ensemble ?
- Quels sont les intérêts de chaque partie à s'impliquer dans une telle démarche ?

Autour de la méthode

- Quelle méthodologie et pourquoi (entretien directif, semi-directif, observation) ? Quels types d'observation ?
- Est-il possible de mettre la méthode de recherche en débat ?
- Quelle implication du chercheur dans le processus de terrain ?

Autour du traitement des informations et de la construction de contenus

- Qui interprète et comment sont interprétées les données collectées ?
- Quelle est la place des acteurs de terrain et des personnes ayant fait l'objet de la recherche dans le travail d'analyse et d'écriture ?

- Comment les personnes ayant participé à la recherche de près ou de loin pourront-elles se saisir des résultats, les comprendre et les débattre avant qu'ils ne soient publiés ?

Autour du produit de la recherche

- Quel type de produit ? Et qui le définit ?
- Comment apparaissent les différents acteurs impliqués dans le produit et sont-ils d'accord ?
- Comment les résultats seront-ils diffusés ?



Periferia

Periferia promeut la mise en place d'espaces publics de débat, qui visent à construire collectivement le développement urbain et nos modes d'organisation sociale en croisant les points de vue de personnes occupant des rôles différents par rapport à ces éléments : citoyens habitants, locataires ou propriétaires, usagers transitoires, élus et techniciens de la ville.

Pour ce faire, l'association met en œuvre des actions valorisant et encourageant la capacitation citoyenne de collectifs pour prendre part au débat et agir sur leur environnement. De cette manière, Periferia cherche à rétablir l'influence des points de vue d'acteurs généralement oubliés sur les décisions d'intérêt général.

**Retrouvez cette publication ainsi que toutes les autres
en ligne sur www.periferia.be**